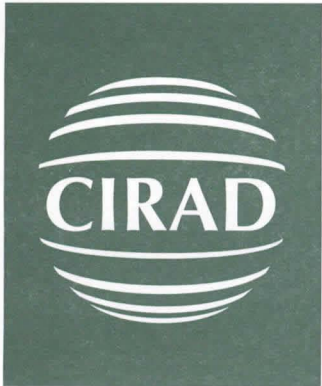

Département des systèmes
agroalimentaires et ruraux
CIRAD-SAR



**RELATIONS ENTRE RECHERCHE
ET ORGANISATIONS PAYSANNES**

**Compte rendu de la mission effectuée
au Brésil du 5 au 24 Juillet 1996**

Marie-Rose MERCOIRET

CIRAD/SAR n° 45/97



RESUME

La mission¹ "organisation des producteurs" a été effectuée dans le cadre du programme 09 de l'EMBRAPA "Systèmes de production et agriculture familiale". Elle s'est déroulée du 05 au 25 Juillet 1996. Elle a été suscitée par les demandes formulées par les équipes de quatre projets de recherche travaillant avec les organisations de producteurs. Les projets sont situés à Massaroca (CPATSA) dans le Nordeste, à Marabá (CAT) et Altamira (CAET) dans l'Etat du Pará en Amazonie, à Silvânia (CPAC) dans les Cerrados.

Les objectifs de la mission étaient de répondre aux demandes spécifiques des différents projets et d'apporter un appui au programme 09 pour l'orientation et l'animation scientifique du groupe de travail "organisation des producteurs".

En outre, au cours de la mission, trois conférences ont été données au CPATSA, au CPATU et au CPAC et un suivi du travail de mémoire d'Emmanuel Vanberghe (Master VOPA) a été effectué.

Le présent rapport s'efforce de présenter de façon synthétique :

- des observations sur les organisations paysannes des quatre sites visités ainsi que sur les collaborations qu'elles entretiennent avec la recherche.
- des remarques et des propositions concernant les échanges scientifiques entre les différents sites sur le thème de l'organisation de producteurs ainsi que les axes de travail communs envisagés et envisageables.

Malgré une organisation remarquable du calendrier de la mission, l'extrême brièveté du séjour dans chacun des sites visités n'a pas permis d'approfondir autant que souhaitable les divers aspects du travail. Les visites du terrain ont été notamment réduites. A l'avenir, les missions d'appui devraient se limiter à la visite de deux sites par an et coïncider avec une réunion de groupe de travail thématique afin que les propositions puissent être discutées avec tous ses membres.

Mots clefs :

Brésil, organisation paysanne, Recherche, Développement.

¹ Elle a été prise en charge conjointement par le MAE (billet d'avion), le CIRAD-SAR et l'EMBRAPA.

PARTIE 1

***Elements de reflexion sur les
organisations paysannes dans
les quatre projets visités.***

1. NORDESTE

1.1 Le comité des Associations agro-pastorales de Massaroca

Il est composé de neuf associations avec lesquelles le CPATSA a construit une collaboration dans la durée depuis plusieurs années. Il bénéficie également de l'appui de l'EBDA, organisme d'appui au développement ayant remplacé l'EMATER-BA et collabore avec l'ADAC, une ONG locale qui a notamment contribué à la mise en place de l'école nouvelle de Massoraca et qui joue un rôle actif dans son fonctionnement. Il est également intéressé à la gestion des terres irriguées ("lote de lucro") mis en valeur sous la responsabilité d'un gérant en association avec les agriculteurs français des Hautes Garrigues (Hérault).

Chacune des associations membres du comité est construite à partir de la "comunidade". Elle constitue en quelque sorte une forme d'expression collective de la communauté pour tout ce qui concerne les relations avec l'extérieur.

La dynamique de l'organisation s'est construite dans la durée avec une forte influence de divers partenaires extérieurs.

A titre d'exemple, les responsables du comité définissent, comme suit, le processus d'organisation.

"Les premières associations ont été créées en 1984 dans le cadre du "Projet d'Appui aux Petits producteurs" de la SUDENE. L'organisation en associations permettait d'avoir accès à des aides. Lagoinha a été la première à en bénéficier et d'autres communautés ont suivi le mouvement.

Après, les Français sont arrivés et le travail avec le CPATSA a commencé. Le travail avec la recherche n'est pas une chose facile pour les producteurs : on parle beaucoup, il y a beaucoup de questions et certains se fatiguent. Ce n'est que peu à peu que l'on découvre que la recherche est utile, qu'elle aide le producteur ... et ici elle nous a beaucoup aidés.

"En 1988 nous avons fait un voyage en France. Nous avons vu les choses par nous même alors qu'avant seuls les Français, les techniciens et les chercheurs voyageaient. C'est au retour de France que nous avons décidé d'unir les neuf communautés, les neuf associations et de créer un comité".

Les responsables du Comité considèrent que, grâce à leur organisation et aux relations tissées avec des partenaires extérieurs, de nombreuses améliorations ont eu lieu dans leurs conditions de production et d'existence.

Les propos ci-après donnent un aperçu de ces améliorations :

"Quand les gens s'organisent les choses s'améliorent même s'il y a beaucoup de problèmes qui demeurent... "

"La vie des producteurs est très différente maintenant. Nous avons un camion citerne pour le transport de l'eau ; nous perdons moins de temps et nous pouvons travailler davantage ... "

"Nous produisons mieux ... ". "Nous avons une "casa da farinha" pour transformer le manioc... elle est collective ... ". "En 1993 quand la sécheresse nous a frappés, nous avons mieux résisté que les autres. Nous avons déjà diminué le nombre d'animaux en fonction des possibilités d'alimentation et nous avons amélioré les troupeaux . Nous n'avons vraiment souffert de la sécheresse que 90 jours ... " "Nous avons des capacités plus grandes pour nous adapter à la sécheresse car nous savons nous y préparer... "

Dans la période actuelle, marquée notamment par la disparition de l'appui technique de la part du CPATSA, c'est l'école gérée par le comité qui revient sans cesse dans les propos des paysans :

"Nous avons une école ; c'est notre école ... Les enfants étudient dans la journée et restent le soir à la maison... Notre école est comme un rêve ..."

De nombreux problèmes restent cependant sans solution. Certains sont cités par les responsables du Comité.

"Les gens qui dirigent le pays ne nous aident pas assez. Nous devons payer pour tout, pour l'école, pour la santé... Le Nordeste est bien oublié par les gouvernants ... Moi, je n'ai jamais eu accès au crédit bancaire. Les relations avec les Banques sont difficiles. Nous sommes victimes de discriminations dans l'accès au crédit. Etre honnête ne semble pas être un avantage ..."

D'autres problèmes sont évoqués par les adhérents de base, en particulier les limites que la faible disponibilité en eau impose aux projets dont sont porteurs des individus, des familles et des associations. L'absence de réponses des pouvoirs publics pour créer des conditions favorables à la diversification des activités, notamment l'irrigation, est soulignée.

Le Comité de Massaroca fait preuve actuellement d'une grande maturité dans ses analyses. Ses capacités de gestion (notamment de l'école) sont évidentes comme l'est son aptitude à innover. Il peut donner cependant l'impression d'être relativement refermé sur lui même et en particulier de n'avoir que peu d'effets d'entraînement sur les autres communautés ou associations.

Certains arguments avancés sont forts pertinents. *"Notre méthode est d'aider les autres à découvrir l'intérêt d'une démarche d'organisation et cela demande du temps... Certaines communautés gèrent des associations pour avoir des appuis extérieurs et non pour améliorer leur vie..."*

Des responsables considèrent cependant nécessaire d'élargir la dynamique d'organisation car *"neuf associations c'est neuf forces, 99 associations ce serait 99 forces ... "*.

La discussion avec les organismes qui apportent un appui au Comité (CPATSA, EBDA, ADAC, etc.) a permis de mettre en évidence la nécessité de faciliter une articulation plus forte du Comité avec l'environnement économique et institutionnel. Par exemple, une réflexion-action pourrait être menée avec le Comité sur l'organisation de filières courtes, le crédit rural, ... Elle pourrait être alimentée par un accès accru à l'information (expériences existantes dans le Nordeste ou ailleurs) et déboucher sur un programme d'action négocié avec des partenaires extérieurs.

La réalisation d'un bilan des activités du Comité après 10 ans de fonctionnement serait sans doute souhaitable. Ce bilan pourrait être l'occasion d'ouvrir un débat prospectif au sein des organisations, de définir des orientations pour l'action, d'identifier les moyens internes et externes à mobiliser, de mettre en évidence l'utilité d'un élargissement de la dynamique d'organisation.

De façon plus générale, il pourrait être utile d'une part de favoriser l'intégration du comité dans une dynamique de réflexion avec d'autres initiatives de même type et d'autre part de poser une attention particulière à la perception que les membres des communautés et associations (dirigeants mais aussi adhérents de base, hommes et femmes, jeunes) ont des changements en cours, de leurs attentes, projets des organisations existantes.

1.2 D'autres initiatives ...

Elles semblent nombreuses et émanent de structures diverses. Au cours de la mission, deux d'entre elles ont été étudiées.

Le projet de **PAU FERRO** est une initiative du Secrétariat à l'agriculture du municipe de Petrolina (dont le titulaire est un chercheur du CPATSA) et s'appuie en particulier sur les écoles.

L'initiative du "Banco do Nordeste" qui, avec l'appui méthodologique du PNUD, s'efforce de mettre en oeuvre une méthode de planification. Cette méthode devrait concerner à terme 200 associations ou coopératives dans le Nordeste et mobiliser une trentaine de techniciens recyclés à cet effet. La méthode, très formalisée, a d'après ses promoteurs trois objectifs : renforcer le sentiment d'appartenance des membres de base à leur organisation, susciter chez les associés l'esprit d'entreprise et améliorer les conditions de vie. L'intérêt de la Banque du Nordeste pour cette approche est né des difficultés rencontrées par les associations et les coopératives dans la gestion des crédits bancaires qu'elles obtiennent et de la nécessité d'accroître leur capacité de gestion.

1.3 La contribution du CIRAD-SAR au CPATSA sur le thème des organisations paysannes.

Cette contribution s'organise autour de :

- la participation d'Eric SABOURIN aux travaux des groupes "organisations paysannes " et "planification du développement" du programme 09 dont les animateurs sont Suzana SPERRY (CPAC) et Pedro GAMA (CPATSA) ;

- la caractérisation de l'agriculture dans le Nordeste et la place qu'y occupe l'agriculture familiale aux niveaux de la région (zonage agro-écologique déjà réalisé), des systèmes de production et de transformation, des systèmes techniques (enquête réalisée par le CPATSA avec un appui de Philippe BONNAL pour le dépouillement des données).

L'essentiel du travail d'Eric SABOURIN s'inscrit dans le cadre précédent et porte actuellement sur une synthèse à partir des travaux menés ou en cours sur trois terrains : Massaroca (zone sèche), Pintadas (irrigation de complément à partir d'açudes, travail réalisé en partenariat avec une organisation paysanne) et dans la zone irriguée (Bebedouro, Coelho). Le travail est centré sur l'étude des processus de développement afin de fournir des méthodes et outils pour la planification locale et régionale.

2. EN AMAZONIE

2.1 Introduction

Deux projets ont été visités successivement et rapidement à Marabá et à Altamira. Dans les deux cas, il s'agit de projets de recherche/développement/formation bâtis sur un partenariat formalisé entre une organisation paysanne et la recherche.

Les dispositifs mis en place présentent des points communs.

Les organisations paysannes sont membres à part entière des dispositifs. C'est le cas du "Movimento pela Sobrevivência na Transamazônica" (MPST) à Altamira et de six syndicats municipaux de travailleurs ruraux de Marabá regroupés dans la Fondation Agraire du Tocantins et de l'Araguaia, la FATA.

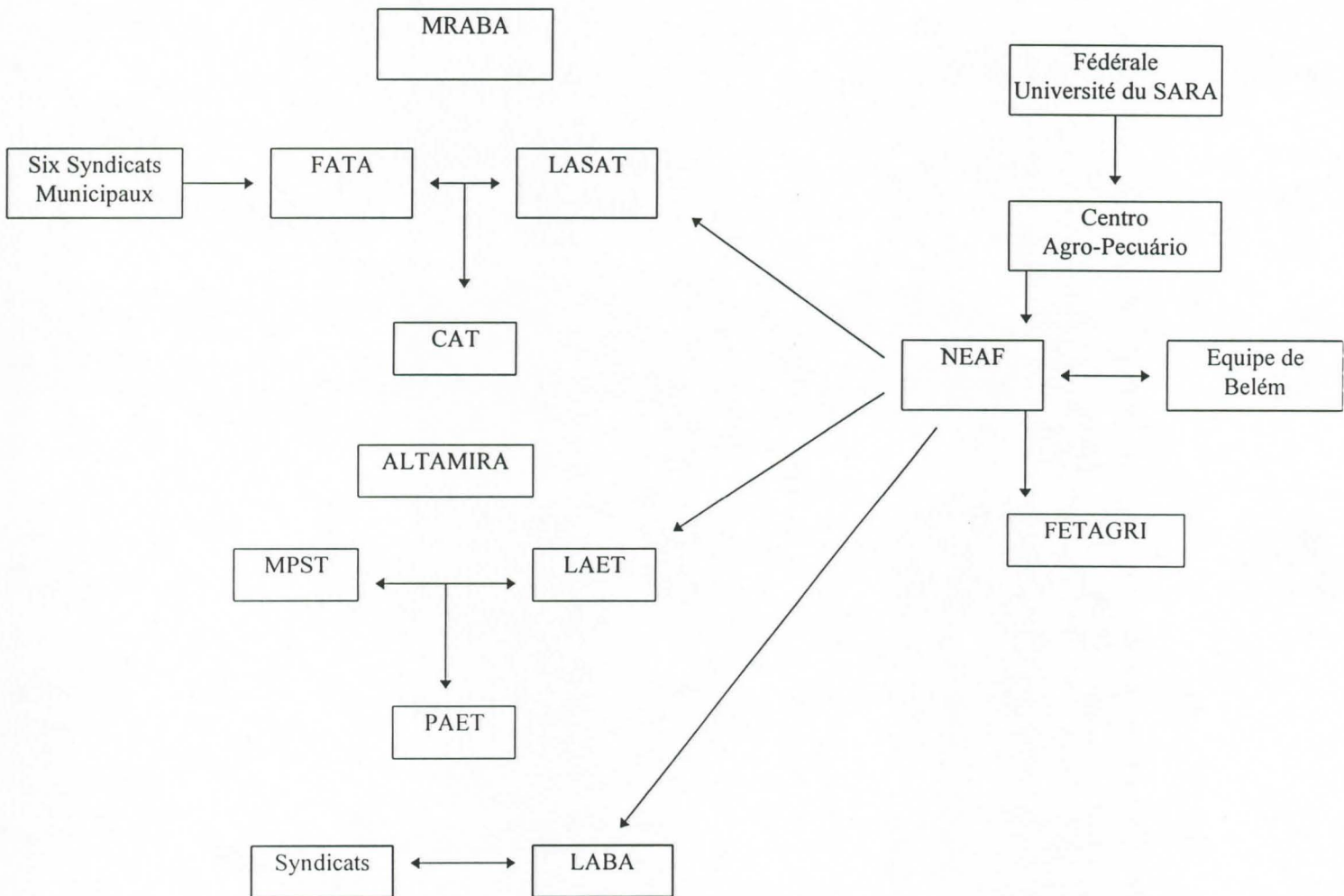
La plupart des chercheurs engagés dans les projets sont liés à l'Université fédérale du PARA, en particulier dans le cadre du "Centro Agro-pecuário" de l'université et plus précisément du "Núcleo de Estudos sobre a Agricultura Familiar (NEAF)". Le NEAF a deux équipes sur le terrain : le LASAT (Laboratório Sócio-Agrônomo do Tocantins) à Marabá et le LAET (Laboratório Agro-Ecológico da Transamazônica) à Altamira. Une troisième équipe devrait être mise en place (le LABA) dans la région de Santarém. A souligner que le CPATU est également présent et que le CIRAD-SAR y intervient, dans le domaine agro-alimentaire (transformation et commercialisation des produits), au travers de l'affectation d'A. Silvestre.

La collaboration entre chacun des laboratoires du NEAF et les organisations de producteurs s'effectue dans le cadre d'une structure ad hoc : le CAT (Centro Agro-Ambiental do Tocantins) à Marabá et le PAET (Programa Agro-Ecológico da Transamazônica).

L'originalité des dispositifs mis en place témoigne de la volonté même minoritaire :

- des organisations paysannes de s'engager dans des programmes d'appui au développement auprès de leurs adhérents et de dépasser la seule action revendicative, sans bien sûr renoncer à celle-ci.
- des chercheurs de nouer le dialogue avec les producteurs organisés à travers le programme de recherche-développement-formation construit dans la durée, tout en préservant la spécificité de leurs approches et les conditions nécessaires à la qualité scientifique de leurs travaux.

Schéma des relations institutionnelles en Amazonie



Les résultats obtenus confirment la validité des dispositifs. Les difficultés rencontrées et interrogations qu'ils suscitent chez les acteurs concernés dépassent nombre de discours simplificateurs sur les relations entre les organisations paysannes et la recherche et posent en termes nouveaux la question de la relation entre paysans et chercheurs, de la construction du dialogue, des partenariats et des alliances.

2.2 "Le projet" de MARABA : FATA, LASAT et CAT

2.2.1 Les syndicats de travailleurs ruraux regroupés dans la FATA (Marabá)

On ne reviendra pas ici sur l'histoire de la lutte menée par les syndicats municipaux de travailleurs ruraux pour l'accès à la terre². Cette lutte fut en quelque sorte constitutive du mouvement et a mobilisé l'essentiel des énergies des organisations pendant de longues années. Les tragiques événements récents démontrent qu'elle n'est pas terminée dans la région et qu'elle peut être confrontée à une violence inouïe.

Dans le cas qui nous occupe, la lutte pour l'accès des producteurs à la terre s'est terminée par une victoire ("à 80%" selon certains des acteurs concernés). De nouveaux défis sont alors apparus pour les organisations syndicales ainsi que le notait un responsable de la FATA au cours de la mission : *"Après l'accès à la terre se pose la question du développement : comment fixer les gens ? Comment éviter qu'ils soient amenés à vendre leurs terres, si durement gagnées ? Comment éviter les processus de différenciation sociale qui se traduisent notamment par une concentration foncière"... ?*

D'après les responsables de la FATA, *"C'est ainsi qu'est née en 1988 l'idée du CAT. Des chercheurs sont venus parce que nous avons besoin de recherche, de formation, d'appui à la définition d'actions et à leur mise en oeuvre ... Il y avait une demande technique de la part des producteurs ... L'université est venue nous appuyer, le gouvernement a détaché du personnel ..."*

D'après un responsable du FATA, *"Il s'agissait d'un mariage entre la FATA (créée en 1988 par le regroupement de quatre puis six syndicats municipaux) et le LASAT, unité de travail des chercheurs"*.

L'assemblée générale de la FATA est composée de 102 délégués (17 par syndicat) parmi lesquels sont élus 12 conseillers (2 par syndicat). Le directeur exécutif est choisi parmi les délégués.

² A noter que Emmanuel Wanberghe rédige actuellement un mémoire (qui traitera notamment de ce point) dans le cadre de sa formation Master VOPA (Agropolis/Montpellier). La mission a permis de faire le point sur l'avancement du mémoire. La volonté de Emmanuel Wanberghe d'en faire "une mémoire" de l'évolution du mouvement va de pair avec la recherche d'une réflexion des syndicats sur leur action passée, présente et future.

Le séjour à Marabá a été trop court et les contacts avec la FATA trop réduits pour prétendre à une analyse de la dynamique d'organisation et de la façon dont elle aborde l'exercice de ses fonctions d'appui au développement³. Les discussions qui ont eu lieu avec des responsables de la FATA et les chercheurs du LASAT ont fait apparaître points clefs.

Le premier point concerne l'origine de la structure qu'est la FATA et son degré d'appropriation par les producteurs. Elle fait l'objet de perceptions différenciées. Structure montée par des intellectuels pour les uns, elle est l'expression de la volonté des syndicats de se doter d'un instrument adapté pour élargir leurs modes d'action une fois que les producteurs ont eu accès à la terre.

Le débat historique ne paraît pas essentiel, d'autant qu'il est vraisemblable que, comme pour la plupart des organisations, la FATA résulte d'une rencontre entre des leaders paysans et des alliés extérieurs.

En revanche la question du degré d'appropriation de la FATA par les producteurs, par les responsables et par les adhérents est, elle, d'importance. Cette appropriation ne peut certes pas être obtenue d'emblée ni être unanime. Elle ne peut résulter que d'un processus de réflexion/action interne aux syndicats qui composent la FATA, d'une distinction croissante entre la fonction de représentation/défense des intérêts des producteurs et la fonction d'appui au développement, même si ces deux fonctions doivent rester fortement articulées. Où en sont réellement les syndicats qui composent la FATA dans la distinction entre ces deux fonctions ? Les implications de cette distinction en ce qui concerne les conditions de la définition du projet technique et économique de l'organisation et les moyens de sa mise en oeuvre sont-elles appréciées à leur juste mesure ? Comment cela se traduit-il en termes de choix des priorités, de méthodes de travail, de structuration interne, de dispositif opérationnel ? Quelles sont les difficultés rencontrées par la FATA dans la définition de son projet technico-économique, dans sa mise en oeuvre ? Quels sont les freins internes et externes ?

Concernant tous ces points, l'important est la tendance d'évolution plus que la situation actuelle. Le mémoire d'E. Vamberghé et les restitutions qui le suivront devraient être l'occasion d'une évaluation externe pour les syndicats et l'occasion d'un débat avec leurs partenaires.

³ Pour la commodité de l'exposé nous appellerons "appui au développement" l'ensemble des actions et de la réflexion menées autour de l'appui/conseil/formation aux producteurs mais aussi, toutes les actions qui relèvent de la construction d'un projet technique, économique, social, etc. Cette dénomination est utilisée par les organismes agricoles français mais aussi par nombre d'organisations de producteurs en Amérique latine. Elle se distingue de la fonction de représentation/défense des intérêts des producteurs ("syndical", "gremial" selon les cas) même si les deux fonctions restent articulées au plan des structures ou par les hommes qui les animent.

Le deuxième point concerne la façon dont la FATA, et en particulier les responsables des syndicats qui la composent intègrent dans leur action diverses échelles de temps, comment ils parviennent à combiner la réponse aux attentes des adhérents (qui se situent, sans doute, souvent dans une perspective de court terme), avec la construction d'un projet technico-économique à moyen et long terme (qui se situe dans la perspective d'un développement durable étendu dans ses dimensions écologique mais aussi technique, économique, sociale et institutionnelle).

La valorisation des opportunités par les organisations peut être parfois interprétée comme un manque de perspective à moyen et long terme des organisations et, donc, comme un indice du décalage entre, d'une part, la volonté affirmée de jouer un rôle dans la construction d'un environnement sécurisé de la production agricole, et, d'autre part, les moyens mis en oeuvre.

Or la valorisation de ces opportunités, même si elles sont peu porteuses à terme, est parfois une obligation pour les responsables d'organisations paysannes qui doivent composer avec leur base, renforcer leur légitimité interne, afin de conserver et accroître leur capacité d'action dans le champ revendicatif mais aussi dans le champ de l'appui au développement.

Il serait sans doute fort intéressant d'analyser, avec les responsables de la FATA, les raisons explicites et implicites qui motivent certains de leurs choix. Cela permettrait de progresser dans l'identification de facteurs qui favorisent ou freinent leur stratégie en matière d'appui au développement. Cela permettrait sans doute à certains chercheurs de ne pas en rester à des constats parfois un peu désabusés (*"Avec le FNO, la FATA, s'est éloignée de nous..."*).

"Le rapport au politique" de la FATA et des syndicats qui la composent est également un sujet de réflexion important. Le politique semble fort présent dans les préoccupations et le discours des responsables de la FATA : *"Après la terre, viennent les politiques publiques ... L'Etat doit assumer ses responsabilités en matière de santé, d'éducation ... Les gens pensaient qu'ils ne pouvaient pas changer les orientations des programmes publics. Maintenant, ils savent que c'est possible..."*. Le projet des mouvements paysans a toujours une dimension politique. Il est cependant important pour les organisations de réfléchir sur les formes qu'elle prend, sur la façon dont elle s'articule avec les fonctions d'appui au développement et syndicale, sur les éventuels glissements qui s'opèrent ...

La dernière question est relative au fonctionnement interne de la FATA et des syndicats qu'elle regroupe. Il s'agit là d'un thème de réflexion récurrent qui constitue toujours un véritable défi pour les organisations. Les relations entre les leaders et les adhérents de base, les modalités d'exercice du pouvoir et de prise de décision, les conditions d'émergence de nouveaux leaders influent sur la légitimité interne de l'organisation, sur sa reconnaissance externe, et déterminent sa capacité d'action auprès de ses membres et son pouvoir de négociation avec l'extérieur.

2.2.2 LE CAT

Nous ne reprendrons pas ici la description du LASAT ni celle du CAT. Nous nous limiterons à souligner trois points .

Tout d'abord, le CAT met en évidence l'intérêt de créer un cadre formalisé de collaboration entre la recherche et les paysans organisés. L'institutionnalisation du cadre de la collaboration présente en effet deux avantages par rapport à d'autres expériences où la collaboration recherche/organisations paysannes est restée informelle.

Elle pose d'emblée la reconnaissance réciproque des deux entités, de leur statut social, de leurs objectifs et de leurs modes d'action respectifs.

Elle exprime la volonté d'instaurer une véritable coopération entre partenaires différents, ayant chacun des objectifs et des intérêts spécifiques mais décidant de s'articuler pour atteindre des objectifs communs. Les risques d'instrumentalisation des organisations paysannes par la recherche s'en trouvent réduits mais l'inverse est également vrai.

La création d'un cadre formalisé ne règle pas les problèmes posés par la coopération. Elle crée en revanche les conditions pour en débattre.

Le fonctionnement du CAT met en évidence le fait que la coopération entre la recherche et les organisations paysannes est un apprentissage. La volonté de chacun des partenaires de coopérer est en effet une condition nécessaire mais non suffisante à la collaboration. La coopération se construit dans la pratique à travers des résistances inévitables de chacun des partenaires, des contradictions qui surgissent à l'occasion des choix concrets qu'il faut effectuer. Le CAT a eu le mérite, plutôt exceptionnel, de mener une réflexion approfondie sur "la construction du dialogue" entre paysans et chercheurs. Il serait souhaitable que cet effort se poursuive (car il est très fécond en termes de connaissances) et qu'il continue à être un sujet débattu au sein du CAT (il est aussi très fécond en termes d'action).

A travers les cinq axes de travail qu'il a définis, le CAT parvient :

- à mener un travail à différentes échelles géographiques et à différents niveaux de décision (de la parcelle -ou de l'animal- aux politiques agricoles et environnementales),
- à combiner une approche directement opérationnelle (rencontres entre paysans, formation de producteurs, actions-tests ...) et la réflexion prospective sur le développement régional (identification des tendances lourdes d'évolution et d'axes de travail structurants :).

Les questions posées sont alors relatives à l'articulation entre les différents niveaux d'étude et d'action, à la synthèse des résultats obtenus à partir d'angles d'approches différenciés et à la restitution/débat des résultats (sectoriels et scientifiques) avec les producteurs.

Le CAT est confronté à de nouveaux défis, dont les chercheurs et les paysans sont conscients, même s'ils les appréhendent en termes différents.

Parmi ces défis, on peut souligner :

- le nécessaire changement d'échelle. Comment élargir l'action menée en touchant notamment les 11 syndicats municipaux qui ne sont pas dans la FATA ? Etant donné l'institutionnalisation de la coopération entre le LASAT et la FATA, cet élargissement ne peut être mené que de façon conjointe, l'approche des syndicats relevant en premier lieu de la FATA.
- la nécessité de continuer l'approche sous-régionale (élargie à tous les syndicats municipaux) à l'échelle de l'Etat du Para. Comment réussir l'articulation avec la FETAGRI ? Comment construire un nouveau partenariat recherche/organisation des producteurs à cette échelle intégrant les acquis des partenariats sous-régionaux ? Quels rôles respectifs reviennent à la FATA, au LASAT, à l'équipe centrale du NEAF à Belém, au CAT, ...

2.2.3 Altamira : MPST , LAET, PAET

2.2.3.1 Le "*Movimento pela sobrevivência na Transamazônica (MPST)*"

Le mouvement s'est construit dans une région qui s'étend autour d'un segment de près de 700 km de la Transamazonienne et dont Altamira constitue à peu près le centre. Le noyau du Mouvement se situe à l'ouest d'Altamira autour de Ruropolis (où le MPST est proche du syndicalisme très développé de Santarém), de Uruará (où la lutte menée par le MPST fut particulièrement forte) et de Medicilândia.

Le MPST a été créé en 1989 mais il était en gestation depuis 1987. Il réunit dix syndicats municipaux de travailleurs ruraux, quarante associations, des mouvements de femmes, de jeunes, etc. ...

D'après ses responsables, le MPST est d'abord l'affaire des producteurs ruraux qui sont les plus nombreux contrairement à Marabá. Les agriculteurs de la région sont des "colonos" dont l'installation a été organisée par l'INCRA qui leur a apporté des appuis dans divers domaines. Il s'agit donc d'une migration organisée officiellement. La terre a été distribuée et des services ont été mis en place en relation avec d'autres organismes et l'Etat.

Ainsi que le note Jean HEBETTE (dont nous reproduisons ci-dessus certaines analyses), les systèmes de production mis en place par les colons ont été fortement influencés par la politique de l'INCRA et les principales cultures introduites étaient nouvelles pour les producteurs (poivre, cacao). Dans un premier temps, les producteurs ont bénéficié de "crédit facile", d'assistance technique gratuite et de facilités de transport. Un processus de différenciation s'est développé, les colons les plus favorisés restent cependant socialement proches des autres catégories.

Dès la fin des années 70, du fait des marchés extérieurs, du retrait des organismes officiels d'appui, les groupes de producteurs les moins fragiles ont créé des associations, des coopératives. La crise généralisée de la fin des années 80 a été un nouveau facteur de rapprochement entre les différentes catégories de colons et un motif d'alliances avec d'autres secteurs de la société touchés par la récession économique⁴.

"Créé en 1989 par des colons, militants aguerris, le MPST avait des objectifs qui dépassaient les questions techniques liées à la production et qui visaient des changements dans l'organisation du pouvoir local et une participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre de politiques régionales⁴... "

"En 1991, le MPST a réussi à organiser une grande mobilisation plurariste qui s'est répétée chaque année sous la forme de grandes manifestations paysannes connues sous le nom de "Grito da Terra, Grito da Amazônia ..."

Les propos tenus par les responsables du MPST au cours de la mission illustrent l'analyse de J. Hébertte.

"Les luttes menées ont été une réaction à l'abandon de la région par l'Etat. Au début, l'Etat donnait tout. Ensuite, tout a été retiré : le financement, l'appui à la santé, etc. ... Les luttes ont aussi été une réaction pour affronter ceux qui détenaient les pouvoirs locaux ..."

"La possibilité de construire un mouvement régional est apparue à partir de 1987/88 quand toutes les catégories se sont réunies ..."

"Au départ le mouvement avait une orientation revendicative. Ensuite, on a vu qu'il fallait revendiquer mais aussi proposer. Pendant un an nous avons discuté dans les associations, les Comités, les syndicats sur un projet alternatif pour la Transamazonienne. Le "Grito da Terra" de 1991 a réuni plus de 3.000 personnes à Altamira et a permis de formuler des propositions ..."

"Nous avons des propositions, nous voulons les mettre en oeuvre et nous luttons pour avoir accès au pouvoir local dans les municipes";

⁴ Jean Hébertte, in Agricultura familiar vol.1, - 1996 UFPA, CAP, NEAF, p.49 et suivants. (traduction libre ...)

Il est important de souligner le dynamisme du mouvement et de ses dirigeants (pour la plupart jeunes). Leur engagement égale leur compétence. Les innombrables acquis sont soulignés par les responsables rencontrés qui ne dissimulent cependant pas l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir.

Du fait de sa taille et de sa dynamique, le MPST est confronté à de nombreux défis. On peut en citer quelques-uns qui reviennent fréquemment dans les propos des responsables du MPST.

Parmi les défis internes, certains dirigeants notent une baisse d'enthousiasme des adhérents après les "résultats corrects obtenus", suite à la mobilisation de 1991. La nécessaire formation de nouveaux dirigeants capables de gérer, d'élaborer des propositions est également soulignée car les anciens leaders "se tournent vers le champ du politique".

De façon générale, la question de la cohérence au sein du mouvement soulève de nombreuses questions. Elle renvoie à l'organisation de la communication interne, à l'identification de thèmes fédérateurs et à la mise en oeuvre d'actions communes qui complètent l'indispensable décentralisation actuelle des programmes d'action, de chacune des entités qui composent le mouvement.

Le MPST est également confronté à des défis économiques. La commercialisation des produits est un problème récurrent. Dans sa recherche de solutions le MPST s'efforce de construire des organisations économiques à côté des organisations syndicales, les premières étant considérées comme "le bras économique des secondes". Elles prennent des formes diverses (APRAR, ASAM) et lancent des opérations de commercialisation directe (cas du cacao par exemple).

Le MPST a conscience que les actions menées dans les municipes, à travers les associations et coopératives, sont utiles mais insuffisantes. Les problèmes rencontrés poussent à un travail à l'échelle régionale. La création de la centrale de commercialisation dont le siège est à Altamira va dans ce sens. Les deux premières années sont consacrées à améliorer l'information sur les marchés, la recherche de nouveaux marchés, l'appui aux achats et ventes groupés ... Par la suite, la centrale devra redéfinir son rôle : centrale coopérative ou structure d'appui aux initiatives locales ?.

De plus en plus, le MPST découvre la nécessité de ne pas isoler la question de la commercialisation du processus de production, abordant ainsi la question de la qualité des systèmes de culture et de production.

Les projets "démonstratifs" vont aussi dans ce sens. Ils concernent la gestion des ressources naturelles (agro-industrie du coeur de palmier), les valorisations des réserves forestières des unités de production, l'apiculture ... Des actions sont également menées en ce qui concerne la mise en valeur des ressources en bois.

L'objectif affirmé du MPST est de construire un projet de développement régional basé sur l'agriculture familiale, qui englobe les secteurs technique et économique mais aussi le secteur social, en particulier la formation où diverses actions sont déjà engagées (formation à la gestion et alphabétisation des adultes, maison familiale rurale, etc. ...).

Pour atteindre ces objectifs, le MPST a besoin d'appui et de partenaires extérieurs. Des appuis financiers d'ONG européennes existent déjà ou sont prévues. L'accès au FNO a levé certaines contraintes en matière de financement de l'agriculture même s'il pose de nouvelles questions (multiplication des associations de base, investissements privilégiés dans l'élevage, etc. ...).

L'ambition du projet du MPST s'accompagne d'une grande lucidité des responsables sur les questions générales et particulières qu'il soulève. A titre d'exemples voici quelques unes des questions qui ont été débattues au cours de la mission. Elles témoignent de la qualité de la réflexion au sein du MPST mais aussi des préoccupations légitimes qui sont celles des dirigeants. La plupart des points sont liés à une question centrale : comment le MPST doit-il se structurer pour ajuster sa fonction revendicative initiale à la fonction nouvelle d'appui au développement ? En effet, ainsi que le notent les responsables, le mouvement s'est largement construit autour d'une revendication face à l'Etat et il doit maintenant assurer la mise en oeuvre de son projet, en relation notamment avec des organismes publics. Plusieurs interrogations découlent de cette grande question. Elles ont trait :

- au personnel qualifié dont le MPST a besoin et dont il pallie l'absence par des partenariats ;
- aux difficultés rencontrées dans les collaborations avec des organismes publics (peu flexibles dans leurs approches et leurs procédures), à la nécessité de bâtir des partenariats négociés (qui prennent en compte les intérêts respectifs des différentes parties), à la coordination entre les organismes existants ;
- à la délimitation des responsabilités et prérogatives des entités locales qui composent le MPST et de l'entité centrale, à l'articulation de leurs actions ainsi qu'à l'homogénéisation de leurs approches afin qu'elles soient compatibles ...

Une autre question importante concerne la construction du projet régional du MPST. Il ne peut s'agir bien sûr que d'un processus qui allie l'action et la réflexion prospective . De nombreuses interrogations apparaissent :

- Comment assurer la participation des adhérents à la construction du projet global ?

- Comment définir des orientations pertinentes qui structurent l'action des entités locales en matière de choix de production, de stratégie de commercialisation, de gestion des ressources manuelles ?
- Comment limiter les effets négatifs que peut avoir la valorisation de certaines opportunités ?
- Quel rôle peut jouer la recherche dans ces différents domaines ? Comment l'orienter ? .

2.2.3.2 LAET / PAET

Le partenariat avec la recherche est relativement récent (1993). (*"Avant, la recherche n'était pas notre affaire, maintenant elle travaille avec nous"*).

A l'issue d'un premier diagnostic, un séminaire avec le MPST a permis de dégager des thèmes de travail et des priorités ont été définies. Un "convenio" lie le LAET et le MPST. Les actions conjointes s'effectuent dans le cadre du LAET. Les actions sont discutées par les deux partenaires. Elles concernent actuellement le suivi des évolutions des unités de production, la traction animale, les facteurs limitants liés à la culture du poivre, la gestion de la fertilité, la gestion des systèmes agro-forestiers. Le CPATU intervient dans plusieurs secteurs : la durabilité des systèmes de production, la transformation des produits (appui du CIRAD-SAR).

Les chercheurs rencontrés au LAET ainsi que les responsables du MPST se déclarent satisfaits de la collaboration qui les lie. Au cours de la mission, diverses questions ont néanmoins été débattues.

La construction du partenariat LAET/MPST est la première. Le MPST formule des demandes auxquelles le LAET s'efforce de répondre. Il serait sans doute intéressant d'analyser :

- les facteurs éventuels qui peuvent freiner l'identification et l'expression de la demande de la part du MPST.
- Les limites éventuelles que le LAET perçoit dans l'identification des demandes, l'élaboration de propositions, la restitution et la diffusion des résultats.
- les méthodes, mécanismes et dispositifs susceptibles de favoriser la mise en oeuvre de la démarche R/D/F, la diffusion des résultats obtenus, le suivi, etc. ...

La deuxième question concerne l'approche du LAET dans l'élaboration de réponses aux défis auxquels est confronté le MPST. En termes plus précis, comment le LAET contribue-t-il à l'élaboration du projet régional basé sur

l'agriculture familiale qui est celui du MPST ? Deux remarques peuvent être faites à ce sujet.

L'organisation du travail de recherche à partir de demandes précises formulées par le MPST est certes essentielle. Le risque est que la recherche ne joue pas suffisamment le rôle d'anticipation qui peut être le sien (identification des tendances lourdes des évolutions, des conséquences possibles de certains choix techniques ou économiques faits par le MPST, etc.). Il s'agit là d'une question inhérente à ces types de partenariats : comment "coller" à la demande paysanne sans renoncer à la fonction prospective constitutive de la recherche ?

Comment le LAET, au delà de la demande technique, peut-il alimenter le projet dont est porteur le MPST dans les secteurs économiques, en matière de planification à différentes échelles géographiques, par une réflexion sur les dispositifs institutionnels d'appui/conseil aux producteurs, etc...

La troisième question concerne la contribution (actuelle et potentielle) du LAET dans la formation des dirigeants du MPST.

Enfin, la dernière question concerne la façon dont la collaboration LAET/MPST pourrait être valorisée pour améliorer l'articulation du MPST avec d'autres acteurs institutionnels présents dans la région.

3. SILVÂNIA

Un contretemps a rendu impossible la visite à la centrale des Associations de Silvânia. Des échanges ont cependant eu lieu avec l'équipe CPAC du projet et une réflexion a été menée avec Suzana SPERRY sur son travail avec les associations de Silvânia ainsi que sur le groupe de travail "organisation des producteurs du programme 09 de l'EMBRAPA" (cf. partie 2) .

Nous ne reprendrons pas ici la présentation des associations de Silvânia qui a déjà été faite dans les rapports antérieurs.

3.1- Un contexte institutionnel en évolution permanente.

Le contexte institutionnel de Silvânia a beaucoup évolué depuis le début du projet de recherche/développement et cela a eu des effets sur les partenariats.

Au départ les partenariats de la recherche ont été l'EMATER-GO et l'EMGOPA. A partir de 1989, l'émergence des associations de producteurs (encouragée et soutenue par le projet mais qui résulte aussi d'autres facteurs) a contribué à un premier changement important. Depuis qu'elle s'est créée en 1992, la centrale (municipale) des Associations est devenue l'interlocutrice permanente et privilégiée du projet.

Le secrétariat à l'agriculture a, pour sa part, apporté un soutien particulièrement actif aux associations et à la centrale.

Depuis peu, les associations de Silvânia se retrouvent au centre de multiples initiatives :

- Le PRONAF a choisi Silvânia comme zone test et une demande d'élaboration d'un plan de développement municipal a été menée en partenariat avec les associations.
- Le BNAF a également retenu Silvânia pour créer une agence pilote.
- Le Département du coopérativisme (DENACOOOP) du Ministère de l'Agriculture y soutient des actions dans le cadre de son programme "Nouvelles frontières".

Toutes ces initiatives sont positives et traduisent une reconnaissance institutionnelle des résultats obtenus par le projet Silvânia. Il serait sans doute important que les interventions extérieures prennent en compte les caractéristiques actuelles de la dynamique associative locale et régionale.

Les associations sont encore très jeunes même si elles ont de nombreuses réalisations à leur actif. Elles rencontrent des difficultés indéniables. Elles peinent à rembourser le crédit FCO et les conditions de remboursement ont dû être négociées du fait notamment du changement de politique monétaire. La gestion des équipements acquis collectivement soulève de nombreuses questions.

La centrale est, elle aussi, de création récente. Elle a déjà largement fait preuve de sa capacité d'action. Elle est cependant confrontée à des problèmes de ressources pour assurer la mise en place et le fonctionnement durable de services d'appui aux agriculteurs.

La dynamique d'organisation fédérative se poursuit dans l'état de Goiás où vingt centrales municipales se sont regroupées au sein de CAMPO.

Il semble important que la Centrale et les associations qu'elle regroupe puissent valoriser les opportunités institutionnelles qui leur sont offertes pour renforcer leur projet propre. Cela suppose qu'une attention particulière soit apportée à l'identification de leurs demandes en appui et que les actions mises en oeuvre renforcent leur capacité à élaborer des programmes à court terme et un projet à moyen terme.

3.2 La place de la recherche

Le CPAC entend poursuivre son travail à Silvânia et la multiplication des interventions devrait avoir des incidences sur les objectifs et formes de son action. Le chef du CPAC apporte son appui total au projet. Il insiste fortement sur trois points : la nécessité de valoriser le travail réalisé par les chercheurs (publications), la nécessité d'étendre la démarche et donc de trouver des ressources, l'intensification des échanges avec le CPATU et le CPATSA, et la confrontation des résultats avec les travaux menés par des Universités, d'autres expériences. La possibilité pour le CPAC d'engager du personnel et des moyens supplémentaires est liée en grande partie à la capitalisation des résultats obtenus. Celle-ci servirait de base à des négociations du CPAC avec des partenaires extérieurs brésiliens et à la définition d'un nouveau protocole d'accord avec le CIRAD.

Une articulation plus forte devrait être recherchée entre les actions menées par les différents chercheurs. Cette articulation est encore très imparfaite comme le souligne le chef du CPAC. La capitalisation des résultats obtenus offre sans doute une occasion privilégiée qu'il s'agit de valoriser. Il serait cependant important que, pour les actions à venir, les sous-projets scientifiques dans lesquels sont engagés chacun des chercheurs soient complétés par un sous-projet fédérateur, commun à tous.

Au delà des contributions que la recherche peut apporter à la mise en oeuvre des nouveaux programmes d'intervention (PRONAF, BNAF), il serait souhaitable que soient définis ses axes de travail spécifiques. Cette définition devrait résulter d'une concertation/négociation avec les autres acteurs concernés et en premier lieu avec la Centrale des Associations.

3.3 L'approche sociologique au sein du projet Silvânia

Les travaux de recherche et d'appui aux associations menés par la sociologue du projet Silvânia, Suzana SPERRY, sont organisés en 2 sous-projets.

Le sous projet n° 1 est intitulé caractéristiques sociologiques des organisations de producteurs.

L'approfondissement des connaissances sur la dynamique associative, à partir de trois études de cas (Limeira, Kilombo, Variado), a donné lieu à un premier rapport (1994) ainsi qu'à deux documents élaborés pour l'atelier de Mèze (1995) organisé par le CIRAD-SAR en France sous le thème "les organisations paysannes face au désengagement de l'état". Une publication de synthèse est actuellement soumise au Comité de lecture du CPAC.

L'appui aux programmes définis comme prioritaires par les producteurs se traduit par l'appui à la programmation collective dans les trois associations étudiées et à la réalisation des actions contenues

L'étude sur la logique des agriculteurs pour organiser leurs formes collectives de travail a démarré en 1996,

Le Sous-Projet n° 2 concerne la construction de la demande d'appui des associations.

Il est mis en oeuvre à travers une recherche-action avec sept associations depuis 1996 et permet une auto évaluation de l'association par ses membres, une analyse des problèmes rencontrés au sein de l'association et dans les relations entre associations et l'extérieur, la formulation de demandes d'appui.

L'intérêt des travaux menés par Suzana SPERRY est grand et les résultats obtenus en termes de connaissances et de méthodes de travail avec les associations sont indéniables. La sociologue a également su créer un climat de confiance avec les producteurs par sa capacité d'écoute et les appuis concrets qu'elle a mis en oeuvre (appui à la programmation, formation, etc.) Il est regrettable que la valorisation, par les autres composantes du projet, des résultats obtenus soit encore insuffisante et que l'intégration des différentes approches disciplinaires reste difficile. A titre d'exemple, le travail réalisé autour de l'unité de transformation du manioc à Kilombo pourrait fort bien alimenter la réflexion du projet sur la gestion des équipements collectifs. De même, la participation des agronomes et techniciens à certaines phases du travail sur la construction de la demande serait la bienvenue.

PARTIE II

*Le thème des organisations paysannes
dans le cadre du programme 09 de
l'EMBRAPA*

1. Le thème des organisations paysannes au sein du programme 09 de l'Embrapa

1.1 Des initiatives officielles multiples

L'agriculture familiale est actuellement au centre de diverses initiatives de la part des pouvoirs publics. Les plus marquantes sont *le programme National d'Agriculture Familiale (PRONAF)*, la Banque Nationale de l'Agriculture Familiale (BNAF) et le programme Systèmes de Production de l'Agriculture Familiale.

Le PRONAF, mis en oeuvre par le Ministère de l'Agriculture est un programme d'appui au développement doté de moyens importants. Pour ses actions, le PRONAF donne la priorité à une approche municipale, répondant à des demandes locales, à travers des projets négociés avec les acteurs locaux (organisation de producteurs mais aussi institutions locales d'appui à l'agriculture).

Le PRONAF a commencé ses activités en 1996 en choisissant le Muncipe de Silvânia. Les résultats obtenus seront ensuite validés dans cinq autres municipes choisis dans chacune des grandes régions du pays.

La Banque Nationale de l'Agriculture Familiale (BNAF) résulte d'une association de l'EMBRAPA et de la CONTAG. C'est une banque de données qui vise à améliorer l'accès des paysans organisés à l'information dans tous les domaines. La BNAF entend fonder son intervention sur des relations contractuelles avec les acteurs locaux. Au départ, la BNAF se propose de conduire cinq opérations pilotes dans cinq municipes des différentes régions du pays. Le municipe de Silvânia (GO) a été choisi pour la région des CERRADOS.

Les responsables du BNAF travaillent actuellement sur la conception de la banque de données et sur les modalités de son fonctionnement. Parmi les points centraux abordés lors de la mission, on peut citer notamment :

- la volonté des promoteurs de mettre à la disposition des producteurs des références technico-économiques mais aussi d'autres types d'information concernant par exemple les modalités et résultats d'expériences dans le domaine de l'organisation, de la planification locale.
- la nécessité de définir les conditions d'une actualisation permanente des données disponibles et l'alimentation en ressources de la banque par ses utilisateurs,
- les modalités concrètes d'accès des producteurs à l'information disponible.

La mise en oeuvre du BNAF par la CONTAG et l'EMBRAPA est à cet égard intéressante. En effet, les résultats des travaux menés en particulier par l'EMBRAPA/CIRAD à Silvânia sont disponibles (base de données "exploitation agricole " en particulier) mais aussi ceux obtenus dans le Nordeste, même s'ils devront être adaptés pour faire l'objet d'une utilisation plus large.

La CONTAG pour sa part dispose d'un large réseau qui peut être mobilisé pour alimenter la banque de données dans d'autres domaines.

L'équipe du projet Silvânia prévoit pour sa part de s'investir dans le travail réalisé par le BNAF à Silvânia et de lui apporter un appui. A l'échelon central, le BNAF serait intéressé par une collaboration avec le CIRAD.

Le programme "Systèmes de Production de l'Agriculture Familiale" de l'EMBRAPA, dit "programme 09", est lui aussi une manifestation de l'intérêt des pouvoirs publics pour l'agriculture familiale. Fondé sur une analyse de l'importance de l'agriculture familiale et de la diversité des situations qui la caractérisent, le programme doit notamment, élaborer des références techniques et économiques adaptées, produire des outils et des méthodes d'appui aux agricultures familiales.

Mis en oeuvre par l'EMBRAPA, le programme 09 sur l'agriculture familiale abrite également des projets réalisés par d'autres institutions (universités, ONG, etc.).

Les responsables de l'EMBRAPA déploient des efforts importants pour répondre aux demandes dont la recherche fait l'objet. Certains expriment cependant, et à juste titre semble-t-il, des inquiétudes. Ainsi que le soulignait lors de la mission, le chef du CPATSA, responsable national du programme de recherche 09 sur l'agriculture familiale, la recherche ne peut être qu'un élément d'une stratégie plus globale car la promotion de l'agriculture familiale met en jeu de nombreux acteurs.

Le défi est d'autant plus difficile à relever pour l'EMBRAPA que les questions posées dépassent très largement le secteur technique. Or jusqu'à quelque temps, le rôle de la recherche était surtout de créer des technologies. Cela suppose un changement au sein de l'institution de recherche et un processus d'apprentissage de ces nouvelles fonctions car peu de chercheurs y sont préparés.

Les organisations paysannes peuvent jouer un rôle important dans la validation des références créées par l'EMBRAPA mais l'expérience de l'EMBRAPA en la matière est très limitée.

Le Secrétaire exécutif du programme ainsi que certains membres de son équipe sont très motivés mais ils ne dissimulent pas cependant l'ampleur de la tâche et les difficultés qui y sont liées.

Parmi les points soulignés on peut citer :

- le programme 09 de l'EMBRAPA n'est qu'un segment de la recherche sur l'agriculture familiale. De nombreuses expériences existent dans d'autres institutions mais elles sont très dispersés.
- la faible "conscientisation" au sein de l'EMBRAPA en ce qui concerne l'agriculture familiale et l'inadaptation du profil de certaines équipes aux nouvelles demandes dont l'institution est l'objet.
- la complexité des procédures pour établir des partenariats avec les organisations des producteurs et des institutions extérieures (ONG, universités, structures d'appui au développement), pour mettre en oeuvre le programme et le gérer.
- la nécessité de créer les conditions d'une valorisation des résultats des différents projets soutenus par le programme afin d'éviter la dispersion et d'entrer dans un processus de capitalisation des connaissances, des méthodes et des outils.

Malgré l'inspiration commune des différentes initiatives publiques en matière d'appui au développement de l'agriculture familiale, les articulations concrètes entre les différents programmes nationaux ne paraissent pas très aisées à construire. La logique des institutions, la taille du pays y sont sans doute pour beaucoup.

Ces articulations devraient cependant être facilitées par le fait que des relations de travail déjà anciennes existent entre certains de leurs promoteurs respectifs et aussi par le fait que ce sont parfois les mêmes équipes qui sont directement ou indirectement concernées par les trois projets (cas de Silvânia par exemple où la centrale des Associations de producteurs est l'interlocuteur de trois projets).

Il est important que les initiatives publiques prennent aussi en compte l'expérience accumulée par d'autres institutions ou organisations (universités, ONG, organisations de producteurs ...). Le séminaire sur l'agriculture familiale a, pour sa part, contribué à ouvrir le dialogue. Il serait sans doute souhaitable que de telles rencontres soient répétées aux niveaux des grandes régions, des Etats, afin notamment que les échanges avec d'autres institutions et avec les organisations de producteurs soient facilités .

1.2 Le thème de l'organisation des producteurs au sein du programme 09 de l'EMBRAPA.

1.2.1 Les travaux du "groupe organisations des producteurs"

Ce thème a été retenu comme l'un des thèmes transversaux du programme 09 et un groupe de travail a été créé à cet effet. Le groupe fonctionne pour l'instant de façon relativement informelle et est animé par une petite équipe CPATSA-EBDA/CPAC. Pour ses membres, c'est Suzana SPERRY (CPAC) qui en assure l'animation. Aucune nomination officielle n'a cependant eu lieu et les moyens spécifiques n'ont pas encore été accordés. L'absence de légitimation institutionnelle du groupe freine, à l'évidence, les initiatives.

Pour l'heure, le groupe de travail a organisé divers échanges qui ont concerné les actions menées, les méthodes utilisées et les résultats obtenus sur les deux terrains de MASSAROCA et de SILVÂNIA. Ces échanges ont pris diverses formes :

- visites et réflexions critiques sur les deux terrains (en 1995 et en 1996) ;
- organisation d'une rencontre à Petrolina qui a fait l'objet d'un compte rendu, etc. ...

Un programme de travail conjoint a été élaboré (cf. encadré)

Une dynamique est lancée. Elle est encore fragile et modeste mais elle a le mérite d'exister et d'être portée par un groupe de personnes très engagées.

Les directions du CPATSA et du CPAC sont fort intéressées par cette initiative. Cela se comprend du fait de la nécessité pour l'EMBRAPA de produire des connaissances, des méthodes et des outils pour l'appui aux organisations paysannes. Cette nécessité est d'autant plus importante que la stratégie du PRONAF paraît privilégier les actions qui répondent aux demandes des organisations et se consacrer principalement à l'appui aux organisations de producteurs.

Le secrétariat exécutif du programme 09 soulève à cet égard des questions intéressantes. Elles concernent notamment le contenu du programme de travail sur le thème des organisations paysannes, les outils et méthodes à mettre en oeuvre, les services qui, au sein de l'EMBRAPA, sont à même d'animer le travail de recherche, la capitalisation et la diffusion des résultats et, plus largement, la place de l'organisation des producteurs au sein du programme 09.

<p>EMBRAPA PROGRAMA NACIONAL DE PESQUISA P.09 "Sistemas de produção da Agricultura Familiar"(SPAF)</p>
--

Grupo de trabalho temático 03 :

ORGANIZAÇÃO DOS PRODUTORES

1. Importância do tema :

De acordo com o efoque "Pesquisa & Desenvolvimento" (P&D) promovido pelo programa "Sistemas de Produção da agricultura Familiar" da EMBRAPA (SPAF), a participação dos agricultores como atores do processo de P & D vem sendo cada vez mais reconhecida e desejada, ocorrendo essencialmente através da organização de produtores. Por essa razão, a maioria dos projetos integrados ou associados ao Programa SPAF, tem os agricultores organizados como seus interlocutores e parceiros. Neste contexto, pesquisadores e técnicos têm ressentido da falta de métodos e instrumentos de trabalho para o acompanhamento das organizações de produtores.

2. Objetivos e produtos esperados :

O Grupo de Trabalho tem por objetivo estudar, criar, testar e analisar as estratégias mais adequadas para acompanhar e estimular a integração dos agricultores no processo de Pesquisa-Desenvolvimento.

Espera-se do grupo os seguintes produtos :

- a) Relatos de experiências concretas ;
- b) "Fichas de síntese", com a identificação, a localização e o resumo de experiências de trabalho com organizações de produtores ;
- c) "Fichas metodológicas" apresentando métodos e instrumentos para o acompanhamento das organizações de produtores. (Poderão servir como exemplo as fichas metodológicas da EMBRAPA-CEPATSA e da Unidade Regional da Capacitação e Apoio ao Desenvolvimento rural do Nordeste (URCA-NE) que ilustram formas de restituição de resultados, grupos de interesse, foruns de discussão, análise da demande, etc).

O produto final deste Grupo de Trabalho será a publicação, em 1997, do "Manual de Acompanhamento de Organizações de Produtores", que deverá reunir as propostas e os instrumentos julgados os mais interessantes dentre os sistematizados.

3. Metodologia :

O Grupo de Trabalho "Organização dos produtores" do programa SPAF da EMBRAPA, iniciou em 1995 com o intercâmbio entre equipes do Projeto Silvânia-GO (CPAC-EMBRAPA, CIRAD-SAR, Central das Associações de Pequenos Produtores de Silvânia, Secretaria de Agricultura CIRAD-SAR, e Planeamento de Silvânia) e do Projeto Massaroca-BA (CPATSA-EMBRAPA, CIRAD-SAR, EBDA, ADAC, Comitê das Associações Agropastoris de Massaroca). Esses encontros permitiram realizar várias visitas de intercâmbio e definir um programa de trabalho para 1996-97. Foram distinguidas duas categorias de pesquisa sobre acompanhamento das organizações de produtores : a) estudos sociológicos ou de validação de métodos e, b) instrumentos de acompanhamento às organizações.

A Metodologia de trabalho do Grupo de Trabalho tem sido baseada em seminários para intercâmbio, alternados com trabalho de campo, apresentação de resultados, métodos e instrumentos, e sessões de sistematização metodológica.

Para o ano 1996, estão sendo programadas duas reuniões do Grupo de Trabalho, prevendo-se a ampliação da equipe de trabalho, com a adesão de pesquisadores e técnicos de outros projetos ligados ao Programa 09.

4. Equipes participantes já identificadas :

- Cerrados : Projeto Silvânia, EMBRAPA-CPAC
- Nordeste : Projeto PADAF e projeto Massaroca, EMBRAPA-CEPATSA / EBDA
- Amazônia : Projetos "Agricultura Familiar"
 - Projeto : "Transamazônica" EMBRAPA-CPATU /UFPA / LAET (Altamira-PA)
 - Projeto : VAT-LASAT (Marabá-PA)

5. Cronograma

A partir da data de disponibilidade dos recursos (D) :

Actividade		Nº de dias	Mês
Primeira reunião	Sistematização das experiências regionais	4	D+2
Segunda reunião	Finalização das fichas de síntese e fichas metodológicas sobre as experiências regionais	4	D+5
	Difusão das fichas		D+7
	Entrega da boneca do "Manual de acompanhamento das organizações de produtores"		D+10

6. Orçamento

Item	Custo (R\$.)
6 passages interregionais x 2 reuniões (900 x 6 x 2)	10.800,00
6 visitantes x 4 diárias x 2 reuniões (100 x 6 x 4 x 2)	4.800,00
Custos de coordenação (incluindo viagens)	4.000,00
Prestação de serviços (dactilografia...)	1.400,00
TOTAL	21. 00000

Esse valor não inclui os custos de publicação, os quais estão incluídos no orçamento anexo, relativo ao projeto de publicações do programa EMBRAPA/SPAF.

2.2 Des propositions

Les propositions ci-après ne remettent bien sûr pas en cause le programme de travail du groupe "organisation des producteurs" tel qu'il a été présenté ci-dessus. Elles s'efforcent d'ouvrir quelques pistes susceptibles d'élargir la base d'observation sur laquelle le groupe de travail bâtit sa réflexion et de situer les objectifs à court terme que le groupe de travail s'est défini dans une perspective élargie de recherche-action à moyen terme.

ouvrir le groupe de travail à des contributions extérieures

Il est tout à fait normal (et légitime) que l'EMBRAPA se dote d'un groupe de travail "interne" qui permette d'échanger entre les chercheurs engagés dans des travaux sur le thème des organisations paysannes et qui travaillent en partenariat avec des organisations de producteurs. Il est tout aussi normal (et bienvenu) que fassent partie de ce groupe les paysans et les institutions partenaires avec les chercheurs de l'EMBRAPA sur les terrains où elle intervient. La démarche du groupe de travail sur "l'organisation des producteurs" est donc parfaitement justifiée et doit se poursuivre.

Ainsi que cela est prévu par ses initiateurs, le groupe de travail devrait s'élargir à des expériences situées dans d'autres régions du Brésil où la recherche est engagée dans une approche de recherche/développement/formation en partenariat avec des organisations paysannes. C'est le cas du projet mis en oeuvre par le CAT à Marabá. C'est aussi le cas du LAET à Altamira. Les équipes concernées dans ces deux projets sont intéressées par une participation au groupe de travail. Pour leur part, les chercheurs du CPATU se déclarent, également, partie prenante.

Il s'agit donc de concrétiser ces intentions réciproques par des contacts directs. On ne peut que déplorer le fait que Suzana SPERRY n'ait pu accompagner la mission durant la tournée effectuée dans le Nordeste et en Amazonie. Prévue de longue date, cette participation a été empêchée pour des questions administratives et financières.

Il est tout aussi urgent d'associer au groupe de travail des chercheurs du Sud du pays. Une mission de prise de contact pourrait être organisée auprès des institutions de recherche de cette région (CPACT, universités ...) afin d'identifier les possibilités de collaboration.

Le groupe de travail, selon des modalités à définir progressivement, devrait également s'ouvrir à des équipes extérieures qui ont accumulé des connaissances sur les organisations de producteurs et ont une expérience déjà ancienne en matière d'appui aux producteurs organisés. C'est le cas de nombre d'ONG (l'IBASE par exemple, basée à Rio de Janeiro et dans différentes régions du pays) mais aussi de certaines EMATER (cas de l'EMATER de Rio Grande do Sul par exemple).

Il serait en effet regrettable que la volonté de l'EMBRAPA d'investir dans le thème des organisations paysannes se traduise par une sous-valorisation d'acquis scientifiques et méthodologiques qui existent à l'extérieur des projets ou zones dans lesquels elle est directement ou indirectement engagée.

Il ne s'agit pas bien sûr de procéder d'entrée de jeu à un inventaire exhaustif des initiatives existantes mais de s'efforcer de nouer des relations avec de nouveaux partenaires dont le nombre sera sans doute réduit au départ mais pourra augmenter progressivement.

Un travail d'identification de ces nouveaux partenaires éventuels devrait être réalisé et des contacts pourraient être pris. Il n'est pas certain que les articulations soient aisées à établir au départ mais des formes d'échanges, de collaborations ponctuelles, de rencontres peuvent être définies de façon concertée, même si elles ne portent que sur des secteurs limités.

Il est important que le groupe de travail s'ouvre à des organisations de producteurs afin que sa composition et son fonctionnement soient en cohérence avec les finalités que le projet veut servir.

Des contacts avec divers types d'organisations pourraient être établis à l'échelon local (dans les terrains d'observation et d'expérimentation retenus par le groupe), à l'échelon des Etats, à l'échelon fédéral (la CONTAG par exemple qui est déjà le partenaire de l'EMBRAPA pour la BNAF). Ces contacts pourraient permettre :

- d'informer les organisations sur le projet fédérateur du groupe de travail.
- d'étudier les modalités de participation des organisations à la définition des orientations de travail du groupe, à la réalisation des actions retenues, à la diffusion des recherches...

Construire un projet sur le moyen terme

Il est important de souligner le caractère opérationnel des objectifs que le groupe de travail sur l'organisation des producteurs s'est fixé, pour 1996/97. Il serait cependant souhaitable que le groupe de travail, sans renoncer bien sûr à ses objectifs opérationnels et aux productions qui y sont liées, inscrive son projet dans une perspective de moyen terme plus ouverte.

La problématique de ce projet fédérateur auquel pourraient contribuer les équipes intéressées est à définir par ces dernières, à partir d'acquis et des questions qu'elles se posent. Au cours de la mission, le projet de recherche élaboré par le CIRAD-SAR⁵ a été présenté aux différentes équipes rencontrées pour recueillir leur avis sur sa pertinence mais aussi pour alimenter la réflexion qu'elles mènent.

⁵A noter que ce projet du CIRAD intitulé "organisations paysannes et nouvelles configurations économiques et institutionnelles" fait suite à l'ATP.CIRAD "organisations paysannes face au désengagement de l'État " (1991-

Le projet de recherche du CIRAD (1997-2000) ne prétend à aucune exemplarité vis-à-vis de la dynamique de recherche brésilienne. Il peut offrir cependant un cadre pour des échanges internationaux et une capitalisation collective.

Sans entrer dans le détail de ce projet, on peut rappeler qu'il est bâti autour de quatre axes de travail.

La mise en place d'un dispositif d'observation est le premier. Il doit rendre possible l'analyse dans la durée des dynamiques d'organisation et la façon dont les organisations de producteurs s'ajustent, s'adaptent et réagissent aux mutations d'un contexte économique devenu plus complexe, plus instable et plus concurrentiel.

Le deuxième axe s'organise autour d'une réflexion sur comment alimenter du point de vue technique et économique le projet dont sont porteuses nombre d'organisations ? (dans ses phases d'élaboration et de mise en oeuvre, en prenant en compte les court, moyen et long termes ?).

Le troisième axe concerne la conception de dispositifs institutionnels d'appui/conseil aux producteurs. Deux questions principales sont en débat :

- Comment organiser la coopération entre les organisations, la recherche agronomique et les organisations d'appui au développement (à différentes échelles géographiques et aux différents niveaux de discussion) ?
- Quels dispositifs mettre en place pour la diffusion de l'information technique et économique, pour répondre aux multiples besoins en conseil, en formation des organisations, de leurs responsables et de leurs adhérents ?

Le quatrième axe de travail s'intéresse aux compromis institutionnalisés entre les différents acteurs. Ils restent encore le plus souvent à construire, tant à l'échelon local qu'aux autres niveaux de prise de décision (filiales par exemple). La négociation de tels compromis revient aux seuls acteurs économiques et institutionnels concernés.

1996) à laquelle le projet Silvânia a été associé. Trois membres de l'équipe Silvânia ont participé au séminaire international organisé à Mèze (France) en 1995.

Des questions se posent concernant notamment les points suivants :

- l'accès des différents acteurs, et singulièrement des producteurs organisés, aux informations nécessaires à la négociation. Dans les domaines techniques ou économique, en matière de gestion des ressources naturelles, d'économie des filières ou de politiques agricoles, il serait sans doute fort utile que les résultats de la recherche soient portés à la connaissance de tous les acteurs concernés par les concertations et négociations. Cela suppose pour la recherche, la capacité à les exprimer aussi dans des langages accessibles à tous et en retour de prendre en compte dans ses travaux à la fois les informations produites par les producteurs et leurs organisations, et les systèmes de sens dont ils sont porteurs.
- le renforcement de la capacité de négociation des organisations paysannes : utilisation de l'information disponible, la définition d'objectifs et de propositions en relation avec les adhérents, communication interne, construction d'argumentaires et négociation,
- la mise en place de cadres de concertation permanents permettant la coordination entre les acteurs et l'élaboration de nouvelles formes de régulation économique et sociale.

Il convient de souligner que le groupe de travail sur l'organisation des producteurs créée au sein de l'EMBRAPA, aurait sans doute intérêt, à affirmer le caractère scientifique et méthodologique de son entreprise et donc la spécificité de son apport à la réflexion sur les organisations de producteurs et sur leur rôle dans la promotion des agricultures familiales. Cela pourrait faciliter l'articulation avec d'autres initiatives.

ANNEXE

CALENDRIER DE LA MISSION

5/07 : Départ de Montpellier

6/07 : Arrivée à Pétrolina

Séance de travail avec Edonilce da ROCHA (EBDA) et E. SABOURIN (CIRAD-SAR)

7/07 : Visite à Massaroca : contact avec les responsables du Comité

8/07 : Réunion avec M. Manuel Abílio QUEIRÓZ, chef du CPATSA et président du CTP /09

Réunion avec M. Clovis GUIMARÃES, Secrétaire exécutif du Programme 09, Pedro GAMA, E. SABOURIN.

Réunion de travail avec E. SABOURIN

9/07 : Visite à Massaroca

Réunion avec le Comité

Visite dans une Communauté

Réunion de travail avec l'équipe chargée de l'appui aux comités

10/07 : Conférence au CPATSA : Méthodes participatives de recherche/développement

Séance de travail avec M. MUCHNIK sur son stage à Massaroca

Séance de travail avec E. SABOURIN

Départ pour Belém

11/07 : Arrivée à Belém à 5h ; accueil par Silvestre ABRÃO

Départ pour Marabá à 10h

Arrivée à Marabá à 10h30

Visite de la coopérative, COCAT

Séance de travail avec Emmanuel VANBERGHE, visite du CAT

12/07 : Réunion avec WILLIAN et Vincent de REYNAL, chercheurs au LASAT-CAT

Réunion avec le président de la FATA

Réunion avec Emmanuel VANBERGHE, CAT

Réunion avec les chercheurs du CAT

13/07 : Visite de terrain

VOPA) Séance de travail avec Emmanuel VANBERGHE sur son mémoire (Master

Retour à Belém

14/07 : Départ à 6h pour Altamira

Réunion avec des responsables du MPST (Movimento pela Sobrevivência Transamazônica)

Séance de travail avec toute l'équipe de coordination du MPST et du LAET

15/07 : Séance de travail avec les chercheurs du LAET

16/07 : Séance de travail avec les coordonnateurs du MPST

Séance de travail avec le PAET (LAET+MPST)

Retour à Belém

17/07 : Visite au CPATU : contacts avec le chef du CPATU et Fátima RIBEIRO (agro-industrie).

Visite à l'université fédérale du PARÁ

Réunion avec l'équipe du Núcleo de Estudos sobre a agricultura familiar

Rencontre avec V. de RAYNAL

Conférence au CPATU : le rôle des organisations paysannes dans la recherche-développement.

Séance de travail avec M. Jean HÉBETTE

- 18/07 : Départ pour Brasília ; arrivée à 15h ; accueil par F. BERTIN (délégué du CIRAD)
- Réunion avec M. KOHLER (Ambassade de France)
- Réunion avec Suzana SPERRY (LPAC)
- 19/07 : Séances de travail avec Suzana SPERRY sur son programme d'appui aux organisations paysannes de Silvânia.
- 20/07 : Visite à Silvânia annulée
- Séance de travail avec Sauzana SPERRY
- 21/07 : Lecture de documents, séance de travail avec Suzana SPERRY (groupe "organisation des producteurs" du programme 09).
- 22/07 : Réunion au CPAC avec :
- Marcelo GESBALDT, chercheur au projet Silvânia
 - Muriel AFFHOLDER, thésarde
- Séance de travail avec J.L. ZOBY, Marcello GESBALDT (CPAC) et Euter PANIAGO (BNAF)
- 23/07 : Réunion avec M. ASSAD, directeur technique du CPAC
- Conférence au CPAC : "le rôle des organisations paysannes dans la recherche/développement".
- Réunion à la CONTAG avec Euter PANIAGO sur le BNAF
- Réunion avec Suzana SPERRY
- 24/07 : Séance de travail avec le technicien de la Centrale des Associations de Silvânia
- Séance de travail avec Suzanna SPERRY
- Départ pour São Paulo à 13h30
- Arrivée à Montpellier le 25/07 à 15h